



Rénovation énergétique : 85% des Français estiment qu'il faut être riche pour rénover son logement

D'après une étude exclusive d'Opinion Way pour HomeServe

- **40 % des Français jugent encore aujourd'hui la performance thermique de leur logement insuffisante.**
- **Plus d'un Français sur cinq (21 %) déclare avoir dû reporter ou annuler son projet de rénovation à la suite de la réduction ou de la suspension des dispositifs d'aide de l'Etat**

Entre la nomination d'un nouveau gouvernement, qui pourrait redistribuer à nouveau les cartes, et les changements de règles à répétition sur les aides à la rénovation énergétique, l'incertitude pèse plus que jamais sur la transformation du parc immobilier et l'intention de réaliser des travaux. Dans un contexte marqué par l'instabilité et l'incertitude, HomeServe, acteur de confiance de la transition énergétique et de la durabilité des logements a interrogé les Français, en collaboration avec Opinion Way. L'étude dresse un état des lieux de la performance thermique des logements en France par région et décrypte les besoins et les freins des Français selon leur zone d'habitation, leur profil et la typologie de leur logement.

Performance énergétique des logements français : une préoccupation pour près de la moitié des Français, avec des écarts qui se creusent par région et type d'habitation

Alors que le parc se compose de 4,2 millions de passoires thermiques (résidences principales), les besoins de rénovation grandissent : **quatre Français sur dix (40 %) jugent encore aujourd'hui la performance thermique de leur logement insuffisante**. Sur le podium, 45 % des habitants d'Auvergne-Rhône-Alpes et 44 % de ceux du Centre-Val de Loire et du Grand-Est estiment que leur logement est mal isolé. Et la typologie de logement joue également. L'étude révèle que les habitants en appartements sont les plus concernés, avec **50 %** de leurs occupants jugeant la performance thermique de leur habitat non optimale.

Parmi les raisons évoquées, **36% des répondants considèrent que la localisation de leur habitation a un impact sur leur besoin de rénovation**. Parmi eux, 24% se disent encouragés à réaliser ces travaux, soit car **la zone où ils vivent est fortement exposée aux aléas climatiques (16%)**, soit parce que **la plupart des logements de la zone sont anciens et mal isolés (10%)**. Et si l'hiver met en lumière les déperditions de chaleur, les étés caniculaires, comme celui de cette année, accentuent également le problème : **34 %** des répondants déclarent souffrir du manque de protection face aux fortes chaleurs, un chiffre qui grimpe à **42 %** en Auvergne-Rhône-Alpes. L'ancienneté du bâti ainsi que son isolation (pour 10 % des répondants) qui fragilisent la performance thermique de leur logement.

Pour y faire face, plus d'un quart des Français envisagent d'engager des travaux de rénovation dans les 12 prochains mois.

L'envie de se lancer dans des travaux est plus marquée chez les ménages aux revenus modestes (29 %) et intermédiaires (27 %). Les propriétaires de maisons apparaissent également plus enclins à se lancer (33 %). Pour les habitants en appartement, souvent confrontés à des contraintes techniques

plus complexes, l'envie d'entreprendre des travaux est moins prégnante (16 %). Malgré l'incertitude et alors que les conditions d'accès aux aides sont sans cesse révisées, l'étude traduit une volonté des ménages d'agir. Parmi les travaux envisagés, les priorités portent sur l'isolation (11 %), le remplacement du système de chauffage par des solutions renouvelables (9 %) et la ventilation (6 %), autant de leviers pour gagner en confort et en indépendance face aux fluctuations des prix de l'énergie.

"Les chiffres parlent d'eux même : l'isolation et le chauffage figurent parmi les travaux les plus plébiscités par les Français pour améliorer la performance énergétique de leurs logements. Alors qu'ils constituent de vrais leviers d'amélioration des logements, leur exclusion du parcours par monogeste à compter du 1er janvier 2026 est un parfait exemple de la manière dont les aides peuvent finalement constituer un véritable frein pour les ménages et la transformation du parc", déclare Philippe Notargiacomo, Président de HomeServe Energies Services.

À l'échelle régionale, les habitants des zones les plus touchées par la mauvaise performance thermique sont aussi les plus enclins à rénover : 28 % en Auvergne-Rhône-Alpes, 29 % en Centre-Val de Loire et dans le Grand-Est. Bien que la Normandie, les Hauts-de-France et la Nouvelle-Aquitaine figurent parmi les régions où les dépenses de chauffage sont les plus élevées, l'étude révèle que leurs habitants ne prévoient pas pour autant d'importants travaux de rénovation.

Réduire ses factures énergétiques, la motivation principale des Français

Parmi les préoccupations des Français, la question du budget énergétique reste centrale : **près d'un Français sur deux (45 %)** consacre plus de **1 000 € par an** à son chauffage, et **un foyer sur dix dépasse les 2 000 €**. C'est dans les régions de la Normandie, des Hauts-de-France et de Nouvelle-Aquitaine que les factures sont les plus salées : plus de la moitié déclarent une facture annuelle supérieure à 2 000 €. Des dépenses contraintes qui encouragent 65% des répondants à envisager des travaux de rénovation, devant l'amélioration de leur confort (56 %) et la plus-value de leur bien à la revente (30 %). En effet, en améliorant la performance énergétique de son logement — par exemple le passage d'une étiquette F à C — peut générer jusqu'à 65 % d'économies sur la consommation d'énergie.

Des aides à la rénovation peu accessibles, c'est autant de travaux non engagés ou en pause !

Parmi les freins à la rénovation, sans surprise, le montant des travaux se place en tête : 85 % des Français estiment qu'il faut être riche pour rénover son logement.

Malgré l'urgence croissante de rénover le parc immobilier français, la lisibilité et l'accès aux aides publiques apparaissent aujourd'hui comme un frein majeur. **Plus d'un Français sur cinq (21 %) déclare avoir dû reporter ou annuler son projet de rénovation à la suite de la réduction ou de la suspension des dispositifs de soutien, une proportion qui grimpe à 27 % chez les ménages modestes.**

Face à ces contraintes financières déjà largement ressenties par les ménages, la réforme de MaPrimeRénov' n'a fait qu'exacerber les difficultés. Sur les Français qui ont un projet de rénovation, **un Français sur cinq indique que la réduction du dispositif a eu un impact direct sur ses travaux**. Paradoxalement, alors que la réforme vise prioritairement à soutenir les foyers modestes, ce sont eux qui en souffrent le plus : près d'un quart (24 %) ont dû annuler ou reporter leurs travaux, ou faire face à des coûts imprévus. Les ménages aux revenus intermédiaires et supérieurs (17 % chacun) ne sont eux aussi pas épargnés. En Île-de-France, le poids du coût de la rénovation accentue encore le problème : 21 % des habitants considèrent que leur zone d'habitation influence négativement leur intention de rénover, dont 14 % qui jugent les prix liés à la rénovation énergétique y sont plus élevés que dans le reste du territoire.

“Outre les contraintes financières, le manque d’information reste encore aujourd’hui un obstacle. Chez HomeServe, nous accompagnons de bout en bout chacun de nos clients pour leur proposer le bouquet de travaux correspondant au besoin de leur habitat, simplifions le parcours administratif et financier. Toutefois, dans un contexte politique marqué par l’instabilité et les réformes successives, HomeServe appelle à une plus grande lisibilité des dispositifs, à une politique cohérente et durable de transformation du parc immobilier” ajoute Philippe Notargiacomo.

Méthodologie de l’étude:

Etude réalisée par Opinion Way pour HomeServe du 21 au 29 août 2025, auprès d’un échantillon de 2704 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d’âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d’agglomération et de région de résidence.

À propos de HomeServe

HomeServe est l’acteur de confiance de la transition énergétique et de la durabilité de l’habitat. Avec ses 1 200 collaborateurs et près de 4 000 professionnels répartis partout en France, HomeServe améliore la performance énergétique de la maison et simplifie l’entretien ainsi que les réparations des installations. Depuis plus de 20 ans, l’entreprise accompagne les particuliers vers une maison plus durable et milite en faveur de la préservation des ressources. Avec son programme RSE “Empreinte 2030”, HomeServe s’engage pour ses clients, ses femmes, ses hommes et les territoires. HomeServe France est la filiale française de HomeServe EMEA, détenue par le fonds d’investissement canadien Brookfield.

Plus d’informations : www.homeserve.fr